**République Islamique de Mauritanie**

**Ministère du Pétrole, des Mines et de l’Energie**

**Projet d’appui aux négociations des projets gaziers et de renforcement des capacités institutionnelles (PADG)**

TERMES DE RÉFÉRENCE

Recrutement d’un expert environnemental et social du Projet

1. **CONTEXTE**

Le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie (RIM) a obtenu du groupe de la Banque Mondiale un Don No. IDA D2730-MR pour la mise en œuvre du Projet d’appui aux négociations des projets gaziers et de renforcement des capacités institutionnelles (PADG).

L’objectif PADG est d’améliorer la capacité du gouvernement à faire progresser les négociations vers les décisions finales d’investissement dans le secteur gazier et jeter les bases de la contribution du secteur à l’économie grâce à un renforcement du cadre juridique et réglementaire et des capacités.

Cet objectif sera atteint à travers la mise en œuvre des composantes suivantes :

* Composante A – Renforcement des capacités et appui technique aux négociations du projet GTA
* Composante B - *Renforcement* des capacités institutionnelles et du cadre réglementaire
* Composante C Gestion et coordination du projet

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante C, l’unité de gestion du projet en Mauritanie est à la recherche d’un (e) spécialiste en environnement et développement social pour l’appuyer dans le suivi de la gestion des risques et impacts environnementaux y compris les aspects relatifs à la gestion des plaintes, la gestion des aspects liés à la santé et sécurité des travailleurs et des populations.

Le travail prévu dans le cadre de ces termes de références sera financé par le Don précité.

1. **OBJECTIF**

La présente consultation a pour objectif de sélectionner un expert pour appuyer l’Unité de Gestion du PADG dans le domaine environnemental et celui de la santé et sécurité sociale.

1. **MISSION ET RESPONSABILITES**

Sous l'autorité du coordonnateur, l'expert en environnement et en développement social appuiera l‘UGP dans le suivi de la gestion environnementale sociale des activités financées par le projet. Il/elle sera également responsable de la mise en œuvre opérationnelle des aspects environnementaux et sociaux.

Il sera chargé en particulier des tâches suivantes :

* Veiller au respect des dispositions des politiques opérationnelles de sauvegardes environnementale et sociale déclenchées dans le cadre du projet, aux dispositions légales juridiques nationales en vigueur et aux dispositions internationales applicables au projet ;
* Accompagner l’UGP dans le suivi de la mise en œuvre des mesures de gestion E&S documents de sauvegarde environnementale et sociales préparés par le projet, dont : le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), le Mécanisme de Gestion des plaintes (MGP) ; l’Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) en cours de préparation ;
* Procéder à la préparation et à la validation des TDR des études environnementales et sociales éventuelles à réaliser ; Identifier les problématiques et défis environnementaux et sociaux, y compris pour l’hygiène et l’assainissement, lies aux activités et objectifs du projet et proposer des solutions techniques, en collaboration avec les partenaires concernés ;
* Travailler en collaboration avec le Spécialiste de Passation des Marchés pour s’assurer que les mesures environnementales et sociales requises soient intégrées dans le Plan de Passation de Marchés (Intégration d’un critère environnemental et social de notation dans la grille d’analyse et d’évaluation des offres) ;
* Assurer le suivi de la prise en compte des mesures environnementales et sociales dans le monitoring du projet, en rapport avec le Spécialiste du suivi-évaluation du projet ;
* Assurer la revue qualité des études environnementales et sociales qui seront préparés dans le cadre du projet, avant de les soumettre pour approbation par la Banque mondiale et avant leur mise en œuvre
* Assurer le suivi de la mise en œuvre du mécanisme de gestion des plaintes (MGP) ainsi que son opérationnalisation, la consolidation des données et le rapportage périodique en lien avec le Comité de Règlement des Litiges et tous acteurs concernés. S’assure de la prise en charge adéquate des plaintes sensible aux VBG/EAS/HS, afin de résoudre de manière précoce les conflits potentiels pouvant apparaitre dans la zone d’intervention du projet
* Participer aux missions d’appui à la mise en œuvre du projet.
* Produire les rapports de suivi E&S à partager avec la BM sur une base trimestrielle
* Exécuter toute autre tâche relative à ses fonctions que le Coordonnateur du Projet aura à lui confier.
1. **CALENDRIER ET LIVRABLES**
* **Calendrier**

L’exécution de cette mission commencera dès la notification d’ordre de commencer à fournir les services et s’étalera sur une durée maximum d’un (1) an. La durée exacte de la mission sera précisée dans le contrat négocié avec le consultant retenu.

* **Livrables**

L’expert sera en charge d’élaborer à la fin de chaque mois un rapport d’activités qui sera soumis au coordonnateur du projet pour validation.

1. **PROFIL DU CONSULTANT**

L’Expert devra également justifier des compétences suivantes : :

* Être titulaire d’un diplôme universitaire au moins BAC+5 dans un domaine pertinent pour la mission (environnement, hygiène santé et sécurité, gestion des ressources naturelles, écologie, sciences naturelles, sciences sociales, droit, aménagement du territoire, géographie, etc.) ou autre domaine équivalent ;
* Justifier d’une expérience d’au moins Cinq ans dans la réalisation ou le suivi ou la coordination des évaluations environnementales et sociales (CGES, EIES, Audit d'Environnement) de projets ;
* Disposer d’une expérience dans la formation et l'information des acteurs sur les questions environnementales serait un plus ;
* Avoir des connaissances des politiques Opérationnelles de sauvegardes environnementales et sociales de la Banque Mondiale, ainsi que de la réglementation Mauritanienne en la matière;
* Disposer d’une expérience dans la gestion E&S des projets financés de développement, notamment ceux financés par la Banque mondiale;
* Disposer d’une expérience dans la tenue de consultations publiques et facilité à s’exprimer et à restituer de manière simple et claire ;
* Avoir une connaissance de la gestion E&S des activités du secteur concerné par le projet (hydrocarbures) est un atout.

**COMPETENCES ET QUALITES REQUISES**

* Aptitude à travailler avec des équipes pluridisciplinaires et faire preuve de leadership pour la mise en œuvre des activités du projet ;
* Bonne connaissance des enjeux environnementaux et sociaux du secteur ainsi que leur gestion ;
* Habilité à travailler de façon indépendante sous haute pression ;
* Bonne capacité de rédaction et de synthèse ;
* Maitrise des outils informatiques (Word, Excel, Power Point) ;
* Bonne maîtrise orale et écrite du français.
* Être physiquement apte et capable d’effectuer des missions de terrain
* Une bonne connaissance de l’arabe et la connaissance de l'anglais sont des atouts.
1. **CONFLIT D’INTÉRÊT**

Le Consultant est tenu de divulguer tout conflit d'intérêt potentiel découlant d'autres missions. Lorsque le Consultant représente actuellement une partie ou des parties prenantes potentielles qui créeraient un conflit d'intérêt ou dans la mesure où un conflit d'intérêt pourrait survenir à l'avenir, le Consultant doit détailler toutes les mesures qui pourraient être nécessaires pour éviter les conflits d'intérêt en rapport avec l'exécution de cette mission.

1. **CONFIDENTIALITÉ**

Le Consultant est tenu de garder confidentielles toutes les informations reçues, recueillies ou communiquées, directement ou indirectement, par les autorités, agences, ministères, la Banque mondiale ou d'autres parties prenantes, ainsi que toutes les copies ou analyses qu'il a faites, ou qui ont été faites par des tiers, sur la base de ces informations (collectivement, le matériel).

Le Consultant utilisera le matériel exclusivement pour fournir les services décrits dans les présents termes de référence. Les obligations de confidentialité ne s'appliquent pas aux informations du domaine public.